

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 04/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOFOVAR - Site 1 (85)**

85 avenue louis Lépine  
ZI du Capitou  
83370 Fréjus

Références :D-UD83-2025-0134  
Code AIOT : 0006401918

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement SOFOVAR - Site 1 (85) implanté 85 avenue louis Lépine ZI du Capitou, 83370 Fréjus. L'inspection a été annoncée le 13/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. 4 écarts liés à une précédente inspection du 14/06/2018 sont repris dans les points de contrôle de la visite de ce jour.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFOVAR - Site 1 (85)
- 85 avenue louis Lépine ZI du Capitou 83370 Fréjus
- Code AIOT : 0006401918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFOVAR, filiale du groupe SCLAVO ENVIRONNEMENT, exploite une plateforme de transit, regroupement et tri de fers et métaux située 85 avenue Louis Lépine, ZI du Capitou, 83370 Fréjus (site N°1). Elle collecte des déchets issus des particuliers mais aussi professionnels. Elle exerce sur ce site une activité de préparation, regroupement et dépollution de VHU (Véhicules hors d'usage). Elle est autorisée à réaliser ces activités par arrêté préfectoral d'autorisation du 08/07/1998 et arrêtés préfectoraux complémentaires du 18/09/2003, 20/06/2006, 23/01/2012, 28/11/2013 et 08/10/2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
4	maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22 II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 I	Demande d'action corrective	3 mois
8	valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article Article annexe R.511-9	Sans objet
3	détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Sans objet
6	collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet
7	Mesure du niveau de bruit	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38.IV	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois non conformités devront faire l'objet d'actions correctives et de justificatifs dans les délais fixés.

Une non-conformité concernant la clôture déjà constatée lors de l'inspection précédente du 14 juin 2018 persiste. Compte tenu de cette situation, l'inspection propose à Monsieur le Préfet du Var de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 15 de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article Article annexe R.511-9	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques et régime de classement	
<b>Prescription contrôlée :</b> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
Rubriques	
2710-1-b pour une quantité de 3t	
2710	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 tonnes ..... b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes ..... A DC
2710-2-b volume de l'activité 100m3	
2710	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.
2712-1 surface de l'activité 320m <sup>2</sup>	
2712	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> ..... E
2713-1 surface de l'activité 5430m <sup>2</sup>	
2713	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>2</sup> ..... 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>2</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>2</sup> ..... E G D
2718-1 pour une quantité de 36t	
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges ..... 2. Autres cas ..... A GF DC
2791-2 pour une quantité de 9,5t/j	
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ..... 2. Inférieure à 10 t/j ..... A GF DC
* DC : déclaration avec contrôle périodique, E : enregistrement, A : autorisation.	
<b>Constats :</b> Les activités présentes ce jour correspondent aux activités autorisées par arrêté préfectoral du 08/07/1998 et arrêtés préfectoraux complémentaires du 18/09/2003, 20/06/2006, 23/01/2012, 28/11/2013 et 08/10/2024. Aucune autre activité relevant des installations classées pour la protection de l'environnement n'est constatée.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 2 : clôture de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> Clôture de l'installation. L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m <sup>2</sup> est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 20 juin 2018, une non-conformité avait été relevée : « L'installation n'est pas ceinte d'une clôture évitant de permettre toute entrée non autorisée. ». Ce jour, cette non-conformité est toujours présente. En effet, un portail permet d'accéder à plusieurs sites dont celui de SOFOVAR 1. Mais à l'intérieur de cet espace multi-sites, la société SOFOVAR 1 présente 3 accès dont deux ne sont pas clos (en entrée et sortie du pont bascule). L'exploitant indique être locataire du site et rencontrer des difficultés pour la mise en place de cette clôture. Il précise que des discussions sont en cours avec l'actuel propriétaire pour un rachat de la parcelle. L'exploitant précise aussi que la clôture en amont du pont bascule est techniquement compliquée au vu de l'accès pour les camions et qu'il sera peut-être amené à demander une dérogation de prescription à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 pour sortir le pont bascule du périmètre clôturé. L'exploitant précise aussi que la société SOFOVAR est celle ayant la plus grande amplitude horaire au niveau des sociétés présentes dans l'espace multi-sites et que le site possède un système de télésurveillance. Le délai de 9 mois pour la mise en demeure tient donc compte du délai de l'éventuel rachat de la parcelle, de la demande de dérogation à déposer en cas d'incapacité technique et du fait que l'accès au site reste limité grâce au portail à l'entrée de l'espace multi-sites et au système de télésurveillance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de clôturer entièrement son site sur le périmètre ICPE dans un délai de 12 mois conformément à la prescription pré-citée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

**N° 3 : détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détecteurs de fumées
<b>Prescription contrôlée :</b> Systèmes de détection et d'extinction automatiques. Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. [...]

**Constats :**

Lors de l'inspection du 20/06/2018, une non-conformité avait été relevée : « chaque local technique n'est pas équipé d'un dispositif de détection des fumées. »

Les locaux techniques se situent au niveau de l'atelier de maintenance des véhicules. Il a été constaté la présence de détecteurs de fumées. L'écart peut donc être levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : maîtrise des incendies**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22 II

**Thème(s) :** Risques accidentels, maîtrise des incendies

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre.

Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (téléphone). L'exploitant organise régulièrement des exercices incendies : le 15/02/2024, un exercice a été réalisé : simulation d'un départ de feu au niveau de la presse. L'exploitant présente le rapport de cet exercice. Le détail des actions réalisées par l'agent testé y est présenté, ce rapport conclut sur l'efficacité du test. L'exploitant précise que des 1/4 d'heures QSE sont notamment réalisés à l'issue de ces tests. Il indique que le responsable de site a reçu une formation sur le risque incendie et la manipulation des extincteurs mais n'a pas fourni l'attestation le jour de l'inspection. L'exploitant indique que le responsable du site organise des sensibilisations au risque incendie et à la manipulation des moyens de défense auprès du reste du personnel (formation interne). Il fournit par mail du 20 mars 2025 la liste d'émargement du 1/4 d'heure réalisé le 19 mars 2025 ayant pour thématique : « manipulation RIA - extincteurs ».

Des matériaux inertes (sables) sont présents sur le site. L'exploitant indique que les caristes possèdent le CASSES et sont donc formés à manipuler le sable pour étouffer un incendie.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Fournir sous 3 mois l'attestation de formation de la personne en charge de réaliser les 1/4 d'heure QSE sur la thématique manipulation des moyens d'extinction incendie (RIA/extincteurs).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21 I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie ( l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant

l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;  
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;  
- la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

**Constats :**

Le plan de défense incendie est présenté. Il est accessible au service d'incendie et de secours via un QR Code présent sur le mur extérieur de l'accueil. Par sondage, la cohérence entre le PDI (plan de défense incendie) et les installations a été vérifiée. Les consignes et procédures sont présentes dans les locaux de l'accueil. Les 3 vannes d'obturation sont accessibles et bien repérées. Cependant des améliorations sont à apporter.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre sous trois mois une version mise à jour du plan de défense incendie en ajoutant les éléments suivants :

- le schéma d'alarme et d'alerte est présenté en période ouvrée mais pas non ouvrée : en période non ouvrée, préciser comment s'effectue la levée de doutes (télésurveillance) ;
- sur ce schéma doit être ajouté le déclenchement de l'alarme incendie ;
- concernant l'accueil des services d'incendie et de secours, bien distinguer l'accueil en période ouvrée et en période non ouvrée ;
- sur le plan de situation et dispositifs mises en place : ajouter la zone de stationnement des services d'incendie et de secours, améliorer la qualité des pictogrammes, distinguer les murs REI 120, ajouter tout interrupteur utile notamment celui permettant de couper l'alimentation électrique ;
- dans le descriptif des moyens d'extinction incendie (paragraphe 6.a), ajouter la disponibilité en eau sur le site (... m<sup>3</sup>/h), modifier la phrase « l'ensemble des rapports de vérifications sont disponibles auprès du service QSE » en mentionnant les attestations de conformité et rendre cohérent le nombre d'extincteurs cités avec le nombre d'extincteurs visibles sur le plan de localisation des moyens d'extinction ;
- ajouter un paragraphe concernant la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas d'incendie ;
- ajouter un paragraphe concernant le système de détection incendie et le désenfumage ;
- ajouter un paragraphe concernant les vannes anti pollution (photos...)
- revoir la cohérence du plan des écoulements des eaux avec le nombre de vannes anti-pollution réellement présentes sur le site (2 sur le plan alors que 3 vannes sont présentes sur le site) ;
- ajouter le plan des entreposages intérieurs contenant des déchets avec une description des dangers ;
- extraire les FDS (fiches de données de sécurité) par site et non pour l'ensemble des sites SOFOVAR, bien préciser l'accès en interne (DRIVE) et en externe (via le QR Code) ;
- **ajouter l'état des matières stockées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 6 : collecte des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, collecte des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Collecte des eaux pluviales. Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un système de collecte avec un traitement adéquat (déboureur-déshuileur). Un tableau de suivi des vérifications périodiques est présenté lors de l'inspection de ce jour. On peut voir que le curage est réalisé à minima une fois par an. Le dernier curage date du 09/12/2024 et a été réalisé par une société agréée. Les BSD (bordereaux de suivi des déchets) associés à ce curage (eaux et boues) ont été présentés le jour de l'inspection (BSD du 09/12/2024) ainsi qu'un bon d'intervention de la société.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Mesure du niveau de bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38.IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure du niveau de bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. - Surveillance par l'exploitant des émissions sonores. L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.
<b>Constats :</b> Le rapport des dernières mesures de niveau de bruit a été envoyé par mail du 07 mars 2025. Le rapport conclut à la conformité en tout point. Il a été réalisé par un organisme agréé intervenu le 30/08/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : valeurs limites de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs limites de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites de rejet. Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C ; Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : Matières en suspension : 600 mg/L ; DCO : 2 000 mg/L ; DBO5 : 800 mg/L . Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure. c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : Matières en suspension : 35 mg/L .DCO : 125 mg/L ; DBO5 : 30 mg/L . Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, Chrome hexavalent : 0,1 mg/L ;Plomb : 0,5 mg/L ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/L ; Métaux totaux : 15 mg/L .Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.
<b>Constats :</b> Le rapport du dernier contrôle a été envoyé par mail du 7 mars 2025. Les mesures sont réalisées par un organisme agréé. Le contrôle a été effectué le 11 octobre 2024. La quantité d'hydrocarbures totaux dépasse la valeur limite de 5 mg/L. Suite à cette analyse non conforme, l'exploitant a réalisé un curage du système de traitement et évacué les déchets (eaux et boues). Les BSD (bordereaux de suivis de déchets) associés ont été présentés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Réaliser une nouvelle analyse d'eaux rejetées et transmettre le rapport associé à l'inspection des installations classées sous trois mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

# Projet d'arrêté

## Arrêté de mise en demeure

### en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement

de la société SOFOVAR, dont le siège social est situé à 85, avenue Louis Lépine, ZI du Capitou, 83600 Fréjus,  
de respecter les prescriptions applicables aux activités d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage  
exploitées à la même adresse.

## PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L.171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral modifié du 08 juillet 1998 portant changement d'exploitant et autorisation d'extension d'un atelier de stockage et de récupération de déchets de métaux par la société SARL SOFOVAR, sise 85 avenue Louis Lépine, 83600 Fréjus ;
- VU** les arrêtés préfectoraux complémentaires des 18 septembre 2003, 20 septembre 2006, 23 janvier 2012 et 28 novembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale précédemment cité ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 26/06/2018 suite à la visite du 20 juin 2018 ;

- VU** la visite d'inspection réalisée le 18 mars 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 04/04/2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du [date] ;
- Ou **VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 18 mars 2025, l'inspecteur a constaté les faits suivants : l'installation n'est pas ceinte d'une clôture évitant de permettre toute entrée non autorisée ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2012 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que la société SOFOVAR réalise sur ce site des activités de transit, regroupement et tri de fers et métaux, de collecte de déchets, de traitement de déchets et de préparation, regroupement et dépollution de VHU ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS SOFOVAR de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société SAS SOFOVAR, SIRET 348 040 726 00013, exploitante des installations de transit, regroupement et tri de fers et métaux, de collecte de déchets, de traitement de déchets et de préparation, regroupement et dépollution de VHU, sise 85 avenue Louis Lépine, 83600 Fréjus, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en mettant en place une clôture sur l'ensemble du périmètre ICPE du site dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

### **Article 2**

En cas de non-respect des dispositions de l'article 1, dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** – Conformément à l’article L. 171-11 du code de l’environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulon, dans les délais prévus à l’article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**Article 4** – Le présent arrêté sera notifié à la société SAS SOFOVAR et publié au recueil des actes administratifs du département du Var.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Monsieur le Maire de la commune de Fréjus
- Monsieur le Directeur régional de l’environnement, de l'aménagement et du logement

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l’exécution du présent arrêté.